

valeurs à la bourse ont eu quelques périodes de hausse, il n'en est pas moins vrai que le commerce général a été sans vie, les rentrées de fonds des districts ruraux ont été plus que médiocres, tout le monde, depuis le manufacturier jusqu'au détailleur s'est plaint de la stagnation des affaires; les bénéfices ont été réduits à leur plus simple expression; les faillites ont été nombreuses; le volume des affaires a été très petit dans toutes les lignes et sur tous les points et malgré le montant considérable d'argent qui a été envoyé à l'intérieur pour servir à l'achat de la récolte les entreprises sont restées paralysées et les industries stagnantes dans le marasme.

Le fait que le commerce soit tombé dans cet état, à la suite d'une abondante récolte et d'une demande d'une activité inouïe jusqu'ici pour l'exportation, a non seulement déçu mais désagréablement surpris tout le monde; on en attendant au contraire l'inauguration d'une ère de prospérité, quant au lieu de cela on a vu se succéder, depuis janvier, faillites sur faillites, dans toutes les lignes et dans toutes les parties du pays.

En recherchant les causes de cette déception, nous trouvons: 1o que les récoltes ne sont pas toutes vendues, et 2o que les premiers fonds réalisés par les producteurs ont été employés presque en totalité en paiement des billets escomptés dans les banques, et à la liquidation des hypothèques avec l'intérêt accumulé depuis plusieurs années, qui grèvent les terres des cultivateurs. De sorte que ces fonds, au lieu de circuler dans le commerce comme on s'y attendait, sont retombés de suite dans les caisses des banques ou entre les mains des capitalistes. C'est ce qui explique pourquoi il y a surabondance de fonds dans les banques pendant que le commerce ne peut faire rentrer ses créances; et pourquoi les marchands de la campagne ne peuvent acheter que très peu de marchandises dans toutes les lignes, tandis que pour les riches l'argent est abondant et à bon marché. En résumé, le commerce de la province a été très pauvre et les inventaires pris récemment attestent que les commerçants ont bien peu ajouté à leur capital pendant la dernière année.

FAILLITES

C'est le grand nombre des faillites qui fait ressortir le côté sombre de la situation.

Commerçants et financiers s'attendaient, sans doute, à une liste très chargée, comme résultat des trois mauvaises récoltes successives que nous venons de subir; mais il est probable que les chiffres donnés par les agences commerciales ont dépassé ce qu'on attendait de pis; car le nombre des faillites en 1891 dépasse celui de 1890, et a atteint le chiffre de 690 avec un passif de \$8,397,583.07.

Il faut s'attendre à des faillites en tout temps, même pendant les périodes les plus prospères. Car il est impossible de se prémunir complètement contre la faillite; mais lorsque la liste des faillites atteint les proportions de celle de 1891, il est bien permis de se demander si réellement on ne pourrait trouver un moyen d'enrayer le mal, au moins dans une certaine mesure.

La carrière commerciale est encombrée dans toutes les lignes, c'est malheureusement un fait indéniable. Les longs termes de crédit, l'excès de la concurrence, l'encombrement de la carrière, voilà trois des causes responsables d'une partie des faillites que nous venons d'énumérer; mais il en est encore une autre, peut-être plus fatale, à la longue, que celles ci-dessus énumérées c'est la facilité et la faiblesse dont on fait preuve à l'égard des faillites.

Que l'on accorde sympathie et considération aux marchands de bonne réputation comme hommes d'affaires et que des malheurs imprévus ou une dépression subite et grave du commerce forcent à déposer leur bilan, ce n'est que juste. Mais se montrer complaisant et facile pour un marchand dont une ou plusieurs faillites ont déjà démontré l'impéritie et l'incompétence, c'est une faiblesse coupable qui est contraire à tous les vrais et saints principes commerciaux et dont les résultats désastreux retombent sûrement sur ceux qui les ont provoqués.

Les marchands de gros surtout, devraient être très circonspects dans l'acceptation d'une composition; car il ne

s'agit pas simplement pour eux de perdre quelques piastres de plus ou de moins avec le marchand actuellement en faillite mais il s'agit aussi de rendre justice aux autres clients qui paient piastre pour piastre.

AGRICULTURE

Pendant l'année dernière, il semble qu'une nouvelle vie ait été donnée à l'agriculture, la plus importante de nos ressources, et il faut féliciter particulièrement certains journaux commerciaux dont les articles judicieux et incessants sur la nécessité d'effectuer les réformes dans notre système de culture pour sauver notre commerce, ont certainement contribué au progrès de la culture améliorée que nous constatons dans bon nombre de localités.

La production du fromage augmente très rapidement; cette industrie a donné des bénéfices en 1891, les prix payés ont été satisfaisants et les cultivateurs qui se livrent à cette production s'appliquent à étudier les exigences du marché anglais et à y conformer leur fabrication, de sorte que le fromage canadien a conservé sa place qu'il occupait sur ce marché.

Pour le beurre on constate un mouvement sensible d'augmentation dans la production et d'amélioration dans la qualité. On a demandé notre beurre à l'étranger et on l'a payé des prix rémunérateurs. Les cultivateurs devraient donc diriger leurs efforts du côté de ce produit, pour les meilleurs qualités, duquel ils trouveront un débouché illimité et permanent en Angleterre; et augmenter leur production afin de recueillir tous les bénéfices qui n'attendent que l'occasion de couronner leurs travaux.

Il a été prouvé par l'expérience, l'année dernière, que nous pouvions expédier des œufs aux marchés anglais sans courir plus de risques d'avaries que les autres pays où ce marché s'approvisionne. Nos œufs canadiens, tous le monde l'admet, sont de qualité supérieure; ce qui d'ailleurs est prouvé par les prix qu'ils commandent et qui dépassent toujours de 8 à 10 c., par cent ceux des œufs d'Irlande. Nous devons donc nous féliciter de la réussite de ces essais d'exportation, puisque l'on a forcé nos cultivateurs, en leur fermant virtuellement la porte du marché américain à chercher un autre marché pour l'énorme excédant de leurs produits.

Voilà donc encore une industrie qui peut permettre à nos cultivateurs d'augmenter leurs revenus, car tout ce qu'ils pourront produire dans cette ligne est sûr d'une vente facile à de bons prix.

Nous ne prenons pas encore la part qui nous revient dans l'exportation du bétail. Car en 1891, sur un total exporté de 140000 têtes, représentant une valeur de près de \$10,000,000, dix millions de piastres, nous n'en avons fourni que 3,500. Mais pendant l'année dernière nos cultivateurs paraissent avoir pris beaucoup d'intérêt à l'élevage des animaux et il y a eu une augmentation considérable dans le nombre des bestiaux possédés par notre population agricole. Sans doute il faudra encore quelques années pour que le commerce puisse en ressentir les bénéfices et pour que notre production puisse fournir son contingent à l'exportation. Mais si nous continuons à marcher du même pas dans la voie du progrès, on peut raisonnablement espérer que, avant longtemps, Montréal, notre marché intérieur, qui a payé jusqu'ici à la province d'Ontario, pour sa consommation un tribut annuel, de près de quatre millions, devra acheter sa viande des cultivateurs de notre province. Et ces quatre millions qui seront ainsi mis en circulation dans notre propre commerce, aideront grandement à la prospérité générale.

On a aussi essayé, dans beaucoup de localités, l'élevage du porc; malheureusement les hauts prix des grains n'ont pas permis que ces essais fussent très profitables; mais la perspective pour l'année prochaine est beaucoup plus favorable.

En somme, un coup d'œil jeté sur notre agriculture permet de constater que la production du foin a diminué d'au moins un tiers; que la fabrication du fromage et celle du beurre ont fait des progrès remarquables; que l'on a porté beaucoup d'intérêt à l'élevage des animaux et que l'on a essayé dans beaucoup de localités l'élevage du porc. Il est indiscutable que cette année a

vu un grand progrès dans la bonne direction et que la pratique erronée et dangereuse de se tenir exclusivement à une seule culture soit en grains, soit en foin, disparaît graduellement pour faire place à la culture mixte.

Une province agricole comme la nôtre, dont le sol est si productif, avec une population d'un million et un quart seulement à nourrir, avec le marché illimité de l'Angleterre à notre portée, devrait être puissamment riche, pourvu qu'elle sût adopter sa culture aux besoins du marché local d'abord et à ceux des marchés étrangers pour l'excédent. Et il n'y a pas à craindre, de cette façon, une surabondance de production, car tout ce que nos cultivateurs pourront ainsi produire trouvera un débouché facile à de bons prix. Au contraire, plus ils augmenteront leurs productions dans ces différentes lignes, plus ils augmenteront et leurs propres revenus et la richesse générale du pays. Ce qui nous nuit, c'est que la culture donne trop peu de profits.

Le cultivateur, comme le marchand, le manufacturier ou le banquier, qui veut réussir, ne doit pas négliger sa profession; il doit y mettre tout son temps et y consacrer toute son intelligence; il lui faut se tenir, par la lecture, au courant de tous les progrès qui se réalisent, afin de se maintenir au niveau de ses concurrents. S'il s'endort, d'autres veillent.

NOUVEAUTÉS

Dans cette branche très importante du commerce de distribution, il nous faut constater un état de dépression que rien, dans l'avenir immédiat, ne paraît devoir relever.

Les résultats désastreux du bilan de chaque année attestent la condition très mauvaise de ce commerce et j'ose dire que bien peu de marchands pourraient faire serment qu'ils ont réalisé un bénéfice sur leurs opérations de l'année dernière. Les faillites dans cette ligne ont atteint le chiffre énorme de \$2,957,000 durant l'année.

Aussi longtemps que l'on s'obstinera, dans le commerce de nouveautés, à faire des affaires d'après des principes diamétralement opposés à ceux qui pourraient donner le succès, il ne faut pas s'attendre à une amélioration quelconque de la situation. Toutes les erreurs de principes et de pratique semblent s'être donné rendez-vous. Longs crédits, mode de vente très dispendieux, exagération des stocks entraînant le paiement de gros intérêts; marges profits et concurrence acharnée; ignorance ou mépris volontaire des règles les plus élémentaires en affaires, voilà ce à quoi il faut attribuer la plus grande partie des sinistres qui ont eu lieu dans les nouveautés. Que le commerce veuille donc une bonne fois s'en rendre compte!

ÉPICERIES

Un volume considérable d'affaires en cette ligne a été fait sans profits, une compétition erronée et exagérée dans les prix sévit dans cette branche, aussi comme résultat, l'inventaire démontre un grand chiffre d'affaires et des profits insignifiants, si cette politique de compétition outrée continue à sévir dans cette ligne, des résultats fâcheux se feront bientôt sentir et retomberont sur ceux qui ont provoqué cet état de chose.

CHAUSSURES

Il s'est produit, pendant l'année, une série si considérable de faillites dans les chaussures et dans les cuirs, que l'on a pu craindre pendant quelque temps une crise sérieuse. Heureusement, ces faillites ont été restreintes, à peu d'exceptions près, à de petits manufacturiers sans capitaux, dont la seule ambition était de grossir le chiffre de leurs ventes, sans tenir compte le moins du monde du commerce.

Et, d'ailleurs, elles n'étaient pas tout-à-fait inattendues, car on savait que ces lignes étaient encombrées et que les maisons les plus faibles devraient, tôt ou tard, être forcées de disparaître de cette façon.

BOIS ET MÉTAUX

Les travaux de reconstruction dans un style plus moderne de la partie commerciale de la ville de Montréal ont maintenu en grande activité le commerce de bois de construction et celui des métaux, ainsi que la ferronnerie et la quincaillerie. Et il y a une

probabilité raisonnable que ce mouvement actif se maintiendra encore quelque temps.

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

La propriété est en bonne demande dans toutes les parties de la ville, de la part des capitalistes qui y cherchent des placements et les prix payés, en général, ont été satisfaisants.

Je ne m'arrêterai pas au commerce d'exportation du bois ni aux manufactures, fort peu de nos clients y étant intéressés.

Dans l'état actuel de la finance, les fonds que nos exportations ont accumulés dans les banques nous donnent un marché monétaire facile où les taux d'intérêt sont accommodants, avec une tendance à la baisse. Les capitaux à placer à terme fixe sont plus abondants que la demande et les banques recherchent avec empressement le bon papier de commerce à des taux d'escompte en baisse. L'argent est une chose qui ne peut rester longtemps dans l'oisiveté. Compter sur des taux réduits du loyer de l'argent pour un temps considérable et faire des opérations basées sur la foi de ce calcul, serait une erreur fatale qu'un marchand prudent doit éviter.

Combien de temps les banques seront-elles ainsi encombrées de capitaux? Cela dépendra principalement du degré d'activité qui se manifesterá dans l'industrie; et je ne saurais conseiller à personne de s'aventurer dans une nouvelle entreprise sur la foi de la situation actuelle.

Le commerce est tranquille en ce moment; le volume des affaires varie peu et il n'est pas tout-à-fait satisfaisant. Il ne répond pas à ce qu'on en attendait. Les espérances d'une reprise avaient été si générales que le désappointement qui a suivi laisse derrière lui un sentiment de malaise et d'inquiétude. Mais si l'on étudie avec soin la situation sous ses principaux aspects, on découvre que, au fond, la perspective est meilleure et que la reprise des affaires, si longtemps attendue, peut se produire désormais d'un moment à l'autre.

Il est absolument certain que les ventes considérables faites à l'étranger des produits de l'abondante récolte de l'année dernière, à des prix élevés, ont mis dans une position mieux équilibrée le budget des cultivateurs et on fait circuler des fonds à la campagne. Si les espérances du commerce ne sont pas réalisées, il faut tenir compte du fait qu'une partie considérable de la récolte n'a pas encore été convertie en argent et que le commerce n'a pas encore ressenti tout l'effet que cette récolte est destinée à produire.

Ainsi, avec un marché financier abondamment pourvu de fonds; avec une grande partie de la récolte encore à vendre; avec des manufactures généralement bien occupées, ayant des commandes en avances de leur production; avec la promesse des travaux publics considérables que le gouvernement et la cité de Montréal, doivent faire exécuter, on peut prévoir la date où ces éléments de prospérité feront sortir le commerce de la situation peu prospère où il se trouve aujourd'hui.

M. John Crawford, secondé par l'honorable M. le sénateur O'Gilvie, proposa l'adoption du rapport des directeurs et de celui des auditeurs, et ces rapports fut adoptés à l'unanimité.

En faisant sa motion, M. Crawford demanda s'il n'y aurait pas moyen légalement de changer le jour de la tenue de l'assemblée générale, de manière à donner plus de temps entre la clôture des livres et l'assemblée et à permettre de distribuer le rapport aux actionnaires quelques jours avant l'assemblée.

L'honorable M. Ogilvie, en secondant la motion dit que le géant avait donné une explication très claire et très juste des causes de la stagnation des affaires en dépit de la bonne récolte; il ajoute qu'il existait encore, dans l'ouest au moins, une autre cause, c'est que l'argent reçu par les cultivateurs avait été employé à payer les instruments aratoires, de préférence aux comptes des marchands.

M. Morrisson félicita les directeurs d'avoir diminué de \$6,000 le compte des effets en souffrance non garantis.

M. Nolan de Lisle, un des auditeurs, parlant au nom de ses collègues, dit qu'ils ont vérifié tous les comptes de la banque, compté l'argent, vérifié les valeurs, etc., deux fois dans l'année. Ils n'ont pas visité les succursales, mais